



Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

14 | 1997

Cinquante ans de recherches sur 1848

Le centenaire de la révolution de 1848 en France : unité et éclatement

The Centenary of the 1848 revolution in France: unity and division

Jean-Luc Mayaud



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/108>

DOI : 10.4000/rh19.108

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 1997

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Jean-Luc Mayaud, « Le centenaire de la révolution de 1848 en France : unité et éclatement », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 14 | 1997, mis en ligne le 27 juin 2005, consulté le 20 avril 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/108> ; DOI : 10.4000/rh19.108

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

Tous droits réservés

Le centenaire de la révolution de 1848 en France : unité et éclatement

The Centenary of the 1848 revolution in France: unity and division

Jean-Luc Mayaud

- 1 Riche de symboles est la décision de faire commémorer le centenaire de 1848 par la France de l'après-guerre¹. C'est en l'anniversaire de la première République, le 21 septembre 1946, à l'unanimité et sans débat, que l'Assemblée nationale constituante adopte une proposition de résolution par laquelle elle invite le gouvernement à célébrer par une commémoration nationale le centenaire de la révolution française de 1848 : “L'assemblée Nationale Constituante invite le gouvernement à préparer la commémoration nationale du centenaire de la Révolution de 1848, en accordant les crédits nécessaires pour réaliser le programme minimum suivant : I/ Création d'un comité d'initiative comprenant des historiens et archivistes, des personnalités diverses, des représentants des organisations syndicales, ouvrières, intellectuelles, etc. Ce comité d'initiative pourra prendre en outre toutes les mesures susceptibles de donner à cette commémoration son ampleur et son rayonnement ; II/ Organisation de fêtes populaires dans les premiers mois de 1948 ; III/ Édition de recueils de textes, discours et documents relatifs au mouvement démocratique en 1848 et organisation de conférences scolaires ; IV/ Création d'une exposition et d'un musée national permanent ; V/ En raison de la suppression effective de l'esclavage que réalisa la révolution de 1848, et en raison de son retentissement international, envoi de missions françaises dans les territoires Outre-mer ainsi qu'à l'étranger pour provoquer des manifestations commémoratives”¹.
- 2 Clair est le programme. La commémoration sera nationale : elle engage non seulement la France, mais aussi ce qui subsiste de l'empire colonial. Elle se développera à deux niveaux : manifestations populaires et exposition s'adresseront au citoyen français, et donc au grand public, tandis que la communauté scientifique, elle, se voit sollicitée pour une politique de publication. Motivations et ampleur de la commémoration se précisent au fil des années suivantes : les parutions de l'année 1948 prennent alors la portée d'indicateurs fiables.

Une première approche : les publications

- 3 Avec les publications se dévoilent la puissance d'intérêt et les curiosités de l'époque. La communauté scientifique, en effet, se mobilise pour engager l'étude scientifique de la révolution de 1848 : ce ne sont pas moins de 56 titres qui contribuent à la commémoration au fil de l'année 1948², et l'enquête, étendue à la période allant de 1944 à 1952, dénombre 94 parutions provoquées, de près ou de loin, par le centenaire³. Les initiatives éditoriales sont alors le fait soit du comité national lui-même, soit des comités départementaux⁴, soit de la communauté scientifique, incarnée par la Société de 1848, quand il ne s'agit pas d'initiatives privées ou individuelles.

Les initiatives privées

- 4 Initiatives publiques et initiatives privées coexistent. Le pluralisme est manifeste avec les numéros spéciaux des revues *Europe*, *La Pensée*, la *Revue socialiste* et les *Cahiers du communisme*⁵. Les sociétés savantes ne demeurent pas inactives⁶. Les grandes maisons d'édition ne sont pas en reste : les Presses universitaires de France réussissent le plus fort tirage avec l'étude générale de Gaston Martin, publiée à 10 000 exemplaires dans la collection "Que sais-je ?" et vendue 75 francs seulement⁷. Autre *best-seller*, l'étude européenne de François Fejtö, parue en deux volumes aux Éditions de minuit⁸ et tirée à 5 100 exemplaires pour la seconde édition de l'année. La maison Bordas présente une collection, "Pour connaître la pensée", à l'occasion du centenaire ; celle-ci, il est vrai, se limite à trois titres. Un spécialiste confirmé, Georges Bourgin, reprend la plume⁹. Mais c'est dans les rangs des communistes que la conscience des enjeux semble la plus vive, avec les Éditions Hier et aujourd'hui et les Éditions sociales, qui tirent respectivement à 5 000 et 7 000 exemplaires ; Jean Dautry y donne une étude générale¹⁰, tandis qu'Albert Soboul se fait l'historien de la question paysanne¹¹. Au total, statistiquement, le foisonnement des entreprises privées l'emporte sur la collection du centenaire promue par le comité national.

La collection du centenaire

- 5 Avec 22 volumes, la collection du centenaire de 1848 représente près d'un sur deux des titres sortis en 1948. Elle est d'autant plus importante, de surcroît, qu'elle poursuit un objectif de vulgarisation scientifique essentiel au succès du centenaire. Le comité national, dirigé par Justin Godart, souhaite en effet ne pas circonscrire la commémoration dans les sphères étroites de la seule discipline historique. Un contrat est donc signé avec les Presses universitaires de France : la commission des publications du comité, présidée par Charles-Hippolyte Pouthas, professeur à la Sorbonne, fournira les textes, et l'État s'engage pour les quatorze premiers titres à souscrire à mille exemplaires de chacun au prix unitaire de revient, soit 50 francs, ce qui représente une aide totale de 700 000 francs. Pourquoi l'État a-t-il choisi les Presses universitaires de France, et qui a été son interlocuteur dans cette maison d'édition connue pour avoir, trois ans plus tôt, lancé la collection "Que sais-je ?" ? On ne sait. Reste l'évident souci de vulgarisation : les volumes achetés par l'État seront distribués aux bibliothèques publiques, leur conception est aérée

et chaque livre n'excédera pas 84 pages. La prudence, toutefois, demeure la règle, avec un tirage établi généralement à 3 000 exemplaires.

- 6 Les curiosités qu'atteste la collection du centenaire confirment la volonté de vulgarisation scientifique de bon aloi, le désir d'atteindre un vaste public par des lectures attractives et les perspectives ouvertes par la résolution de septembre 1946. L'approche est exclusivement nationale, avec un seul volume consacré au gouvernement provisoire face à l'Europe¹². L'histoire générale fait la part belle au récit¹³ mais campe aussi le portrait collectif des quarante-huitards¹⁴ et dégage de 1848 un héritage susceptible de légitimer les gouvernements tripartites de l'après-guerre --suffrage universel¹⁵, prise de parole des femmes¹⁶, abolition de l'esclavage¹⁷ et instruction publique¹⁸. Ce sont cependant les biographies qui dominent, avec plus d'un titre sur deux : galeries de portraits des pères fondateurs de la Seconde République, certes, mais aussi expressions d'idéologies dans lesquelles chacun cherche l'auto-légitimation de sa position en 1946 ou 1947. Proche du M.R.P., Henri Guillemin s'identifie à Lamartine¹⁹, tandis qu'Édouard Dolléans²⁰, Pierre Angrand²¹, Félix Armand²² et Georges Duveau²³ recherchent l'actualité des "socialismes utopiques". La question ouvrière est la grande absente, avec un unique ouvrage dû à Charles Schmidt²⁴ ; de même la province n'est évoquée qu'à Lyon²⁵. Le bilan se maintient dans la fidélité au principe d'une commémoration nationale et consensuelle : priorité est donnée à février sur juin 1848, à Paris sur la province, à la France sur l'Europe. Une évolution, toutefois, se fait jour dans la préparation du colloque du centenaire.

Les Actes du colloque officiel du centenaire

- 7 Du colloque officiel tenu en Sorbonne, à l'amphithéâtre Louis Liard, du 30 mars au 4 avril 1948, demeurent les Actes²⁶. Avec 36 communications et 431 pages, ceux-ci glissent de la révolution à la "crise" et procèdent d'équilibres différents de ceux de la collection du centenaire. Certes, des trois conférences d'ouverture, celle d'Ernest Labrousse est dans la mémoire de tous les historiens²⁷ ; Pierre Renouvin, lui, analyse l'idée d'unité européenne²⁸. Reste que, dans ce livre, la révolution française de 1848 n'occupe pas plus de place que les révolutions européennes ; des quatorze communications, trois seulement s'intéressent aux aspects sociaux, avec Jean-Baptiste Duroselle, Jean Vidalenc et le général Doumenc²⁹. L'histoire locale se fait helvético-comtoise, normande, jurassienne, franco-marocaine et parisienne et n'est, en fait, guère attentive aux évolutions sociales profondes³⁰. Les perspectives européennes, au contraire, se développent avec ampleur, avec un article sur l'Angleterre, un autre sur le Pays de Bade, deux sur la Belgique, trois sur l'Italie, deux sur la Pologne, la Hongrie --quatre--, la Tchécoslovaquie --deux-- et la Serbie --un³¹. Affrontements franco-français et histoire locale ont été sacrifiés. Ce constat ne semble guère discutable : sur les 78 communications inscrites au programme du colloque national et du congrès des sociétés savantes qui s'y était joint --cinq journées ! --, 42 n'ont pas été publiées³². Or 36 d'entre elles étaient consacrées aux départements et aux villes françaises, et ce véritable tour de France était loin d'être négligeable, avec des auteurs de la classe d'Émile Léonard, Pierre de Saint-Jacob, J.-F. Jeanjean et Marcel Émerit, et avec des sujets aussi importants que Barbès et la propagande légitimiste sous la Seconde République³³. Les coupes ne s'expliquent donc pas seulement par des considérations matérielles ou par le statut des érudits locaux, mais bien davantage par un choix délibéré. Scientifiquement légitime du fait de l'universalité de 1848 et du printemps des peuples, ce

choix tient aussi aux circonstances. La commémoration nationale est devenue impossible avec la rupture du tripartisme qui casse le consensus qui la légitime. La guerre froide, enfin, sensibilise les Français aux enjeux européens des révolutions de 1848.

D'une commémoration consensuelle à une commémoration conflictuelle

Consensus initial ³⁴

- 8 Le tripartisme gouvernemental se reflète dans les décisions de l'Assemblée nationale constituante, lorsqu'elle met sur pied l'instance officielle de la commémoration, la commission nationale. Créée le 8 février 1947 et placée sous la présidence d'honneur d'Édouard Herriot, Léon Blum, Marcel Cochin, Francisque Gay, Édouard Depreux, Justin Godart, ancien ministre et président de la Société de 1848, elle compte parmi ses membres Aimé Césaire, député de la Martinique, Léopold Senghor, député du Sénégal, Léon Jouhaux et Benoît Frachon, secrétaires généraux de la C.G.T., Georges Teissière, secrétaire de la C.F.T.C., et Sicart de Plauzelles, président de la Ligue des droits de l'Homme. Avec les historiens nommés au comité d'action, dirigé par Justin Godart, l'ancrage dans la gauche républicaine et l'œcuménisme politique du tripartisme sont manifestes : y cohabitent Jacques Duclos, Roger Garaudy, Marc Sangnier, Charles-André Julien, Ernest Labrousse, Georges Lefebvre, Charles-Hippolyte Pouthas, Félix Ponteil, Jean Bruhat, Émile Tersen, Jules Romain, qui représente l'Académie française. Le pluralisme n'exclut pas l'ancrage militant dans la tradition républicaine nationale : tel est le sens de l'intervention ministérielle du socialiste Naegelen, ministre de l'Éducation nationale, le 11 février 1947, lorsqu'il ouvre la séance inaugurale de la commission nationale : "Entre la France de 1789, la République de 1792 et notre actuelle Démocratie sociale, la Révolution de Février marque une étape nécessaire. Peut-être même le régime qu'elle inaugure est-il à certains égards plus proche du nôtre que cette République de 1871 et de 1875, encore marquée à ses débuts de l'empreinte orléaniste. Quelles grandes idées, lentement mûries dans l'ombre de la Résistance, se sont épanouies au soleil de la Libération ? Celles d'une Démocratie approfondie et élargie, de la solidarité sociale, de l'émancipation progressive des territoires d'outre-mer. Elles procèdent directement des plus hautes conceptions, des plus fécondes réalisations de la République de 1848 : le suffrage universel, la législation et l'organisation du travail, l'abolition de l'esclavage. Première et Troisième Républiques, si profondément nationales, peuvent paraître quelquefois un peu trop étroitement bourgeoises. Et c'est l'honneur de la Quatrième de reprendre, après cent années, la fière aventure de nos aïeux, la marche sans cesse interrompue, mais toujours recommencée, vers cette étoile de la justice et de la liberté que certains d'entre nous croient voir luire au firmament et qui, selon certains autres illumine la conscience des justes ; mais qui nus guide et nous éclaire tous dans nos humbles et nobles efforts au service de l'idéal" ³⁵.
- 9 Plusieurs mois avant, la Société de 1848 avait pris des initiatives décisives. Fondée en 1904, elle avait repris dès la fin de 1945 ses activités, suspendues en 1940, et le rôle de Camille Bloch --frère de Marc et vice-président-- n'avait pas été négligeable. La première assemblée générale, tenue à la Sorbonne, le 24 février 1946, en présence du ministre de l'Éducation nationale, Naegelen, et du ministre de la France d'Outre-mer, Marius Montel, avait eu toute la solennité requise. Les trois interventions avaient été à la hauteur des enjeux, déjà dominés par la perspective du centenaire : Léopold Sédar Senghor et Natali

Glucos avaient élargi l'étude, le premier à "1848 et les peuples d'Outre-mer", le second à "1848 et l'unité spirituelle de l'Italie". La fin de l'intervention de Georges Lefebvre avait revêtu une grande force émotionnelle : "Si j'ai pris la parole aujourd'hui, c'est pour rendre hommage à ceux qui, le 24 février 1848, risquèrent leur vie et moururent en combattant pour la République. Nous sommes des citoyens paisibles et nous détestons la guerre civile ; enfants de la République, possesseurs du suffrage universel, nous souhaitons que la rationalisation de la société qui est notre vœu s'accomplisse par la volonté du peuple, en vertu de la loi et dans la paix. Mais le suffrage universel, c'est au sacrifice des combattants de Février que nous le devons, pouvons-nous l'oublier ? [...] Mesdames, Messieurs... Mais non, je dois bien cela aux hommes de Février : Citoyennes et Citoyens, recueillons-nous donc en ce jour pour qu'en nous s'auréole un instant la mémoire de ceux qui, le 24 février 1848, combattirent et moururent pour la République. Unissons-les à tous ceux dont le souvenir les inspiraient : ceux qui prirent la Bastille ; ceux qui déjouèrent aux Tuileries, le 10 août 1792, les menées de la cinquième colonne qui attendait les Prussiens pour nous ramener à l'Ancien Régime ; ceux des Trois Glorieuses qui reposent, avec les morts de 1848, place de la Bastille, sous la colonne de la Liberté. Une fraternité nous lie à tous les patriotes morts pour la liberté ! Et donc, formulons un vœu, comme une prière que nous adressons à nous-mêmes : que, dans notre vie quotidienne de simples citoyens, la persévérance et le courage ne nous manquent jamais, afin que nous restions toujours dignes d'eux... Vive la République !" ³⁶. La charge militante est forte, de toute évidence, et l'historien marxiste, auteur d'une grande thèse sur *Les paysans du Nord pendant la Révolution* ³⁷, se fait honneur d'affirmer la vulgate républicaine, qui renoue la chaîne des filiations : 1848 illustre l'héritage révolutionnaire de 1789, 1792, 1830.

- 10 Dès lors, charge symbolique et recherche historique s'étaient conjuguées dans l'action efficace qu'avait menée la Société de 1848 auprès de l'Assemblée nationale constituante. La personnalité de ceux qui s'en font les chevilles ouvrières n'est pas sans intérêt : Roger Garaudy, professeur agrégé de philosophie et député communiste du Tarn, madame Charbonnel, professeur agrégé d'histoire et député communiste de l'Aisne, Juglas, enfin, agrégé d'histoire et député de la Seine du Groupe républicain, sont à l'origine de la résolution du 21 septembre 1946. La Société de 1848 est ainsi intimement mêlée à l'idée et à la préparation d'un colloque commémoratif de 1848.
- 11 Reste que, un an plus tard, le 30 mars 1848, au Congrès qui se déroule en Sorbonne, la tonalité du discours du successeur de Naegelen est bien différente, lorsqu'Édouard Depreux présente la révolution de 1848 comme "le grand drame qui s'est déroulé au milieu du XIX^e siècle" ³⁸.

Commémoration et guerre froide

- 12 Le consensus initial, fondé sur le tripartisme, s'est en effet brisé un an plus tôt avec le départ des communistes du gouvernement Ramadier et au lendemain de la création du R.P.F. par le général de Gaulle. Le succès de la nouvelle formation, aux élections municipales d'octobre 1947, puis les grèves révolutionnaires de l'automne tendent une vie politique qu'alourdissent encore la guerre froide et le coup de Prague, survenu à la fin de février 1948. La lecture de 1848 s'en ressent. Député communiste du Nord, Georges Cogniot mêle deux registres d'analyse dans l'article qu'il remet à *La Pensée* pour le numéro spécial consacré au centenaire : " Du faux pacifisme [de] Lamartine au

bombardement de la Rome républicaine, l'enchaînement est ininterrompu [...]. Nous assistons aujourd'hui à des faits comparables. La politique de la réaction s'accompagne de la soumission dégradante à l'impérialisme américain, de l'aide apportée à Franco par la réouverture de la frontière, de l'abandon des réparations et fusion des zones et création d'une Allemagne de l'Ouest réactionnaire, enfin d'une politique inamicale et provocatrice à l'égard des démocraties nouvelles”³⁹.

- 13 Toute commémoration nationale est devenue impossible. L'usage du passé se fait polémique. Quelle révolution, en effet, célébrera-t-on ? la révolution pacifique de février ou la lutte de classes de juin ? Socialistes, chrétiens démocrates et communistes s'affrontent dorénavant dans un souci d'appropriation de 1848 pour légitimer leurs positions respectives, et les rivalités s'avivent avec la tactique séparée des communistes, désireux de se mettre en scène comme le seul parti véritablement républicain. Une polémique s'engage au sujet des socialismes quarante-huitards entre Édouard Dolléans, Félix Armand et Jean Bruhat : “La grandeur et la servitude de la pensée utopique [...] condamnent sans appel tous les retours du réformisme contemporain sous toutes ses formes, de l'Humanisme à la “Troisième Force”, aux positions périmées du socialisme utopique”, lance Félix Armand⁴⁰ Les interrogations tactiques portent la marque de l'angoisse : “L'expérience avortée des ateliers nationaux, parce que systématiquement sabotée par une bourgeoisie conservatrice, était susceptible de fournir aux travailleurs de ce pays un instrument valable d'émancipation. Cent ans après... et la classe ouvrière traverse de dures épreuves [...]. Cent ans après... et la classe ouvrière attend toujours d'avoir sa part légitime dans la gestion de la société et les revenus de la nation. Cent ans après... et l'espérance des travailleurs parisiens “Vivre libres ou mourir” n'est pas encore réalisée... Faudra-t-il attendre un autre siècle ?”⁴¹. De lourdes hypothèques empoisonnent désormais une commémoration dont le budget, de surcroît, s'amenuise au rythme de l'inflation.

Contraintes gestionnaires et politiques

- 14 Les principales manifestations de la commémoration, si elles se déroulent comme prévu, prennent cependant une tonalité assez différente de celle de 1946. L'exposition est présentée à la Bibliothèque nationale, accompagnée d'un catalogue. La cérémonie officielle a lieu dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne le 24 février 1948, devant Vincent Auriol, Président de la République, Édouard Herriot, Robert Schuman, Paul Ramadier, Gaston Monnerville, Georges Bidault et les délégations des corps constitués. Le Recteur de l'académie de Paris célèbre la mémoire des morts de 1848, maîtres et élèves. Justin Godart, président de la Société de 1848, dresse le bilan des recherches suscitées par le centenaire. L'orchestre des concerts du Conservatoire joue la 5^{ème} symphonie de Beethoven, le *Chant populaire* de Pierre Dupont, la *Grande polonaise* et la *Marche hongroise* de Chopin. Vient enfin la conférence de Léon Blum, chef du gouvernement, sur les causes de l'échec de la Seconde République ; mais l'heure n'est plus à l'unanimité nationale, car elle est interrompue par le chahut d'une vingtaine d'étudiants communistes. La cérémonie s'achève dans une atmosphère plus pesante que festive⁴².
- 15 C'est dans le même contexte que se déroule, un mois plus tard, le grand colloque de la Sorbonne, inauguré par le ministre de l'Éducation nationale, Édouard Depreux, qui représente le gouvernement. L'étude scientifique prend le pas sur la commémoration et la symbolique de 1848 s'appauvrit pour prendre un tour dramatique : “La manière la plus

efficace de commémorer le centenaire de 1848 [est] de redoubler d'activité scientifique pour mieux connaître le grand drame qui s'est déroulé au milieu du XIX^e siècle, et qui a posé toute une série de problèmes dont certains ont été résolus et dont d'autres ne le sont encore aujourd'hui que partiellement [...]. La révolution de 1848 n'a pas seulement été une révolution nationale, mais une révolution européenne ; [...] le triomphe, peut-être plus apparent que réel, de la contre-révolution a été, vers la fin de l'année 1848 et en 1849, européen, et les travaux d'aujourd'hui doivent être européens [...]"

- 16 Les autres manifestations demeurent circonscrites dans des cercles étroits. L'abolition de l'esclavage est célébrée par une exposition au musée de la France d'Outre-mer. Une œuvre musicale due à Darius Milhaud --la 4^{ème} symphonie, *opus 181*-- est dédiée "Aux morts de la République". Quant au film commandé par le ministère de l'Éducation nationale à Jean Gremillon, président de la cinémathèque française, *Le printemps et la liberté*, il a été préféré au projet pédagogique de Louis Daquin parce qu'il a été jugé de nature à atteindre plus facilement le grand public. Prenant pour référence *Rome ville ouverte*, de Roberto Rossellini, il mobilise les mouvements de jeunesse --Jeunesses communistes, Jeunesses socialistes, Auberges de jeunesse--, soit 6 000 personnes qui tournent dans Paris le scénario des barricades de 1848. L'échec est certain malgré la diversité des causes : les historiens se sont réunis tardivement, et, surtout, la cohabitation des mouvements de jeunesse se révèle impossible du fait de l'attitude de l'Union des étudiants communistes.

La commémoration en province : le département du Jura

- 17 Qu'en est-il en province ? Les comités départementaux ont-ils mieux surmonté les tensions dues à l'éclatement du tripartisme ? Jamais étudiée, la commémoration provinciale mérite de retenir l'attention de l'historien, lorsque les archives le permettent --ce qui est le cas pour le département du Jura⁴³. Le choix se trouve justifié par l'appartenance du Jura à la France montagnarde de 1849. Qu'il ne soit pas le siège d'une Université fait encore de lui un cas-limite dans la province française de 1948.
- 18 Les partenaires sont peu nombreux : le préfet, M. Lhuillier, représentant de l'État, s'appuie sur les compétences locales. Tardivement, un comité départemental est mis sur pied en préfecture, le 12 décembre 1947 ; sa composition, toutefois, demeure imparfaitement connue : tout au plus sait-on qu'il rassemble "les personnalités les plus marquantes du département, les maires des principales villes, des fonctionnaires de l'enseignement et des membres des sociétés à but intellectuel". Mais le rythme s'accélère : le 20 décembre, le préfet ouvre la première séance, faisant savoir qu'il entend que la commémoration "revêt[e] un caractère de simplicité". La manifestation se limitera donc à trois événements : la plantation d'arbres de la liberté, une exposition itinérante de documents d'époque et un cycle de conférences⁴⁴. Un mois plus tard, le "canevas pour l'étude de la révolution de février 1848", rédigé par Jean Brelot, professeur agrégé d'histoire et président nouvellement élu de la Société d'émulation du Jura, ainsi que par Gustave Duhem, archiviste en chef du département du Jura, est adressé à tous les maires et à tous les membres de la Société d'émulation du Jura, qui compte alors 232 adhérents⁴⁵. Le temps manque, puisque dès le 23 février commence sur le terrain le cycle de conférences placé sous le patronage du comité départemental⁴⁶. Les orateurs bravent

l'hiver jurassien et paient de leur personne : à cinq, ils assurent les quatre soirées commémoratives, intervenant chaque fois à trois, le 23 à Lons-le-Saunier, le 24 à Dole, le 25 à Saint-Claude, le 26 à Arbois. Chaque fois, ils adaptent le programme au lieu : à Lons-le-Saunier, Charles Mangolte, agrégé d'histoire et proviseur du Lycée Rouget de Lisle, présente la presse de 1848 dans le Jura et l'archiviste Gustave Duhem --qui appartient à une famille de notables de la ville-- raconte la révolte des pommes de terre à Lons en 1840. Le lendemain, à Dole, Jean Brelot reprend en introduction "1848 et nous" et Charles Mangolte son texte de la veille, mais A. Desaunais évoque "les sociétés secrètes". À la sous-préfecture de Saint-Claude, le surlendemain, au théâtre de la Maison du peuple, on s'efforce de toucher la population de la ville : A. Desaunais traite de "la révolution de 1848 et [d]es ouvriers", et, si Jean Brelot s'est encore déplacé, ce sont deux personnalités locales qui prennent la parole : le principal du collège, Henri Martin, présente la révolution de 1848, et sa collègue André, professeur au collège, évoque "la révolution de 1848 à Saint-Claude". Dernière étape de la tournée, Arbois, où A. Desaunais campe "la révolution de 1848 et les vigneron", toujours accompagné de Jean Brelot et de Charles Mangolte. Partout se déploient les fastes des rituels officiels, en présence des autorités, avec accompagnement de l'harmonie municipale et devant un public grossi par les effectifs scolaires.

- 19 L'accueil du public est bon, mais inégal d'une ville à l'autre ⁴⁷. Si les conférences font salle comble au chef-lieu du département, s'agit-il pour autant d'un succès populaire ? L'exposition itinérante initialement prévue pour mobiliser le simple citoyen n'a pas eu lieu, sans qu'on en connaisse la raison. À la conférence donnée à Dole, l'auditoire est "assez peu nombreux" et le maire abandonne l'accueil des conférenciers à un conseiller municipal amateur d'histoire--et membre de la Société d'émulation du Jura. À Saint-Claude, le public se fait tancer pour son "indifférence" par le journaliste de *La Franche-Comté républicaine*, auteur d'un compte rendu enthousiaste : "Saint-Claude ouvrier, Saint-Claude socialiste, Saint-Claude républicain n'a pas répondu comme il le devait à l'appel des organisateurs" ⁴⁸. De surcroît, le patronage du comité départemental est récusé par deux villes qui préfèrent organiser leurs manifestations en dehors de lui : Champagnole, où, le 28 février, sont plantés en outre deux arbres du centenaire, et Poligny, le 2 mars, avec les conférences de deux professeurs du collège, Marcel Paul et Jamey. La municipalité de Dole, le 17 avril, à l'initiative de son maire, plante dans la cour d'honneur d'une école un arbre de la Liberté --un tilleul au tronc décoré d'un ruban tricolore. Le président de la Société d'émulation du Jura dresse un premier bilan dès le 28 février : le travail du comité a été "laborieux", car il a fallu "vaincre une double force : la force d'inertie et les susceptibilités de clocher" ⁴⁹. La "palme de l'indifférence" revient à la petite ville de Salins, pourtant haut-lieu des affrontements de 1848 et pépinière de grandes figures et de journaux démo-soc. Le campanilisme, surtout, semble avoir considérablement compliqué la tâche des organisateurs : Poligny "a voulu faire bande à part" ; Saint-Claude a vécu la même tentation, les propositions du comité départemental étant sans doute perçues comme une concurrence par les enseignants du collège, car il n'a pas fallu moins de cinq courriers pour savoir si ces derniers parleraient ou ne parleraient pas ! Les querelles de clocher font renaître la rivalité entre Dole et le chef-lieu de département : comme en 1793, Dole la montagnarde critique les autorités départementales soupçonnées de modérantisme. Des militants concluent à "l'échec" et poléminent. Ils contestent une manifestation jugée "ennuyeuse" parce que trop historique et pas suffisamment politique, et accusent le comité de n'avoir pas sollicité telle figure locale de la Résistance ; celui-ci a beau jeu d'user du droit de réponse et de

rétorquer que toutes les bonnes volontés ont été sollicitées par son appel du 20 janvier ⁵⁰. Querelles partisans et susceptibilités personnelles se mêlent. Petits notables, amateurs d'histoire locale et militants politiques revendiquent le monopole de la prise de parole et refusent le critère de la compétence et de la critique historique.

- 20 C'est cependant l'aspect scientifique qui l'emporte, finalement, sur la commémoration politique. La cheville ouvrière des manifestations a été, bien plus que le comité départemental, la Société d'émulation du Jura, en la personne de son jeune président. La recherche historique distance les politiques en dépit de sa fragilité institutionnelle, qu'on ne saurait négliger dans un département dépourvu de ville universitaire. Le centenaire a permis à la société savante départementale de reprendre ses publications ⁵¹ et d'inaugurer une tradition qui ajoute aux *Mémoires* annuels des volumes hors série, dont le premier est précisément le *Volume du centenaire* ⁵². Des liens s'esquissent entre le cercle érudit et l'Université, puisque la plus grande part du livre est le diplôme d'études supérieures d'un ancien étudiant d'Albert Mathiez, devenu professeur d'histoire au collège de Rive-de-Gier, A. Desaunais, qui en attendait la publication depuis 1924. L'impression n'en a été possible qu'avec l'aide de la commission des publications du Comité national du centenaire. Celle-ci --70 000 francs-- est allouée sous la forme de l'achat, au prix de revient, de 243 volumes destinés à être distribués aux bibliothèques des grandes villes de province, destinataires de 75 volumes, et aux Rectorats, qui redistribuent 168 exemplaires aux Écoles normales. Le reste du tirage est soit acheté en souscription par 169 membres de la Société d'émulation, soit mis en vente chez les libraires de Lons-le-Saunier --373 exemplaires--, soit déposé en stock à la Société ⁵³.
- 21 Dans d'autres départements, la situation ne semble pas très différente : dans l'Isère, à Toulouse, le volontarisme d'un Philippe Vigier ⁵⁴ et d'un Jacques Godechot ⁵⁵ est l'élément moteur. En province, les expositions et les publications marquent plus fortement le centenaire que les commémorations festives. Ce n'est pas moins d'une quarantaine d'expositions qui répondent à l'appel lancé par le Directeur des Archives de France, Charles Samaran par sa circulaire du 11 août 1947 ⁵⁶. Toulouse, par exemple, se distingue à la fois par une exposition et une publication ⁵⁷, tandis qu'Angers célèbre Falloux et Montbrison Caussidière ⁵⁸.

- 22 De 1946 à 1948, la commémoration nationale et civique du centenaire de 1848 a sombré dans la politique ⁵⁹. Le projet consensuel d'une mobilisation citoyenne autour de l'héritage républicain est devenu enjeu de guerre froide. 1948 confirme ainsi les réflexions étayées par les historiens des autres jubilé et des politiques symboliques ⁶⁰. L'émotion collective suscitée par la remémoration a été inscrite dans la sphère politique et l'histoire, requise pour être le moteur de la commémoration, est devenue attribut du politique. "L'appel à la mémoire, commandé par une représentation d'avenir" ⁶¹, se fait enjeu de légitimation.
- 23 Reste que le centenaire de 1848 n'a pas peu contribué au décollage des recherches historiques dans la France de l'après-guerre. Il révèle la vitalité d'une communauté scientifique capable d'établir en sa faveur le rapport de force face aux élus et aux acteurs économiques : là est sans doute l'intérêt des initiatives de la Société de 1848 comme des commémorations provinciales. Plus encore que les sphères parisiennes, c'est la province qui saisit les opportunités. Le foisonnement désordonné des études locales inaugure

l'émergence de la province française comme objet d'histoire. Il a donc une postérité féconde. Apparaissent les noms de jeunes historiens dont les thèses fonderont le rayonnement : exemplaire est le cas de la Drôme, du volume du centenaire à la thèse de Philippe Vigier. Les problématiques et les publications du centenaire sont le terreau d'où ont surgi les grandes synthèses consacrées à la France du XIX^e siècle, de la thèse de Louis Chevallier ⁶² à celle de Georges Dupeux ⁶³ et de celle de Maurice Agulhon ⁶⁴ à celles des épigones ⁶⁵.

NOTES

❧. Cet article reprend pour l'essentiel le texte d'une conférence prononcée le 9 mars 1995 devant l'Université de Neuchâtel, Séminaire de recherche du Professeur Philippe Henry. Dans les notes qui suivent, les indications renvoient à la Bibliographie située en fin de volume.

1. "Commémoration du centenaire de la révolution de 1848", dans *1848 et les révolutions du XIX^e siècle*, n° 172, automne 1946, p. 1.
2. Voir dans ce volume : Francis DÉMIER, Jean-Luc MAYAUD et Anthony PONCIER, "1848 et la Seconde République : 50 années de recherches. Bibliographie (1948-1997)".
3. *Ibidem* et Thomas SNÉGAROFF, *Le centenaire de la révolution de 1848 en France*, mémoire de maîtrise d'histoire sous la direction de Jean-Yves Mollier, Université de Versailles--Saint-Quentin-en-Yvelines, juin 1996, 208 f° Voir f° 110-113.
4. Huit départements se distinguent de la sorte : Thomas SNÉGAROFF, *Le centenaire de la révolution de 1848...*, ouv. cité, f° 119.
5. Francis DÉMIER, Jean-Luc MAYAUD et Anthony PONCIER, "1848 et la Seconde République...", art. cité ; Thomas SNÉGAROFF, *Le centenaire de la révolution de 1848...*, ouv. cité, f° 109-126.
6. Deux seulement, toutefois, apparaissent en tant que telles : la Société archéologique de la Drôme et la Société d'émulation du Jura. Voir : 1949, *Centenaire de 1848. 1848 dans la Drôme...* ; 1948, *Volume du centenaire...*
7. Gaston MARTIN, 1948c.
8. François FEJTÖ [dir.], 1948.
9. Georges BOURGIN, 1948 ; Georges BOURGIN et Max TERRIER, 1948.
10. Jean DAUTRY, 1948.
11. Albert SOBOUL, 1948b.
12. Émile TERSEN, 1948a.
13. Jean BRUHAT, 1948.
14. Jean CASSOU, 1948.
15. Paul BASTID, 1948a.
16. Édith THOMAS, 1948.
17. Gaston MARTIN, 1948a.
18. Paul CARNOT, 1948.
19. Henri GUILLEMIN, 1948a.
20. Édouard DOLLÉANS et J.-L. PUECH, 1948.
21. Pierre ANGRAND, 1948.
22. Félix ARMAND, 1948.
23. Georges DUVEAU, 1948a.

24. Charles SCHMIDT, 1948.
25. Justin GODART, 1948.
26. 1949, *Actes du Congrès historique du Centenaire...*
27. Ernest LABROUSSE, 1949.
28. Pierre RENOUVIN, 1949.
29. Jean-Baptiste DUROSELLE, 1949 ; Jean VIDALENC, 1949 ; Général DOUMENC, 1949.
30. Edmond PRÉCLIN, 1949 ; Jean VIDALENC, 1949 ; André DUBUC, 1949 ; M. DESAUNAYS, 1949 ; Jacques CAILLÉ, 1949 ; François FEJTÖ, 1949 ; R. LIMOUZIN-LAMOTHE, 1949.
31. P. VAUCHER, "1848 en Angleterre", dans *Actes du Congrès historique du Centenaire de la révolution de 1848*, Paris, Presses universitaires de France, 1949, pp. 91-98 ; Jean SIGMANN, "Les radicaux badois et l'idée nationale allemande", *ibidem*, pp. 99-106 ; M. DESSAL, "Les incidents franco-belges en 1848", *ibidem*, pp. 107-114 ; Jean DHONT, "La Belgique en 1848", *ibidem*, pp. 115-131 ; G. BOURGIN, "L'œuvre sociale de la République romaine de 1849", *ibidem*, pp. 149-156 ; S. JACINI, "Liberté, indépendance, unité dans l'Italie de 1848", *ibidem*, pp. 157-164 ; Franco VALSECCHI, "L'intervention française et la solidarité révolutionnaire internationale dans la pensée des démocrates lombards en 1848", *ibidem*, pp. 165-176 ; N. GASIOROWSKA, "Le problème social en Pologne en 1848", *ibidem*, pp. 177-184 ; Stefan KIENIEWIEZ, "La question agraire en Pologne en 1848", *ibidem*, pp. 185-192 ; Dominique KOSARY, "L'aspect social de la révolution de 1848 en Hongrie", *ibidem*, pp. 133-142 ; D. STREMOOUKHOFF, "La question allemande et l'intervention russe en Hongrie", *ibidem*, pp. 143-218 ; Élisabeth ANDICS, "La France, l'Angleterre et la révolution hongroise de 1848", *ibidem*, pp. 219-228 ; François ECKHART, "La révolution de 1848 en Hongrie et la cour de Vienne", *ibidem*, pp. 229-248 ; J. MACUREK, "L'année 1848 et la Moravie", *ibidem*, pp. 203-210 ; Marie HUSOVA, "L'an 1848 et l'évolution sociale de la nation tchèque", *ibidem*, pp. 211-238 ; Milan MARKOVITCH, "La révolution serbe de 1848 et les Français", *ibidem*, pp. 193-202.
32. "Communications non publiées", dans *Actes du Congrès historique du Centenaire de la révolution de 1848*, Paris, Presses universitaires de France, 1949, pp. 409-411.
33. Émile LÉONARD, "Le protestantisme français et la révolution de 1848" ; Pierre de SAINT-JACOB, "Notes sur la situation du paysan Côte-d'Orie en 1848" ; J.-F. JEANJEAN, "Armand Barbès et l'envahissement de l'Assemblée nationale le 15 mai 1848" ; Marcel ÉMERIT, "Les déportés de 1848".
34. Thomas SNÉGAROFF, *Le centenaire de la révolution de 1848...*, ouv. cité, f° 50-108.
35. "Préparation du Centenaire. Allocution de M. le ministre de l'Éducation nationale", dans *1848 et les révolutions du XIX^e siècle*, n° 176, printemps 1947, pp. 2-4.
36. Georges LEFEBVRE, "Le 24 février 1848...", dans *1848 et les révolutions du XIX^e siècle*, n° 172, automne 1946, pp. 16-17.
37. Georges LEFEBVRE, *Les paysans du Nord pendant la Révolution Française*, Paris, Rieder, 1924, réédition, Bari, Laterza & Figli, 1959, 924 p.
38. Allocution du ministre de l'Éducation nationale Édouard Depreux, 30 mars 1948, citée par R. FAWTIER, "Introduction", dans *Actes du Congrès historique du Centenaire de la révolution de 1848*, Paris, Presses universitaires de France, 1949, pp. IX-XI.
39. Georges COGNIOT, "1848 et ses enseignements", dans *La Pensée*, n° 17, juin 1948, pp. 3-15. Cité par : Thomas SNÉGAROFF, *Le centenaire de la révolution de 1848...*, ouv. cité, f° 97.
40. Félix ARMAND, "1848-1851, grandeur et servitude de l'utopisme petit-bourgeois", dans *La Pensée*, *ibidem*. Cité : *ibidem*, f° 78.
41. Pierre GIRAUD, *La Revue socialiste*, n° spécial du centenaire, janvier-février 1948.
42. *Le Monde*, 25 février 1948. Cité par : Thomas SNÉGAROFF, *Le centenaire de la révolution de 1848...*, ouv. cité, f° 66.
43. Nous remercions vivement madame Jean Brelot qui nous a fait l'amitié de nous permettre de consulter les papiers de Jean Brelot.

44. Archives privées, circulaire du préfet du département du Jura à messieurs les maires du département, 23 janvier 1948 et canevas pour l'étude de la révolution de février 1848, rédigé par Gustave Duhem et Jean Brelot [et diffusé aux maires et aux membres de la Société d'émulation du Jura].
45. Claude-Isabelle BRELOT, "Pour l'histoire récente des sociétés savantes : la rénovation de la Société d'émulation du Jura de 1945 à 1975", dans *Travaux présentés par les membres de la Société d'émulation du Jura*, 1992, pp. 137-155.
46. Jean BRELOT, "Avertissement", dans : 1948, *Volume du centenaire...*, p. 7.
47. Archives privées, dossier de presse, notamment : "Le centenaire de la révolution de 1848 ", dans *La Franche-Comté républicaine*, 25 février 1948 ; "Commémoration de la révolution de 1848 ", dans *La Liberté de Lyon*, 26 février 1948 ; " Le centenaire d'une révolution", dans *Le Progrès de Lyon*, 25 février 1948 ; *La Franche-Comté républicaine*, 28 février 1947 ; "Les conférences de la commémoration de la révolution [...]", dans *Le Réveil du Jura*, 11 mars 1848. Les compte-rendus comportent plusieurs erreurs, tant sur l'identité des conférenciers que sur les sujets traités. La plus grave --suivie d'un rectificatif-- entache le titre annonçant qu'à Dole les orateurs "ont stigmatisé la révolution de 1848 dans le Jura" !
48. "Saint-Claude a commémoré la révolution de 1848", dans *La Franche-Comté républicaine*, 28 mars 1947.
49. Archives privées, note manuscrite de Jean Brelot : "Après le centenaire", présentée à la séance mensuelle de la Société d'émulation du Jura le 28 février 1848.
50. R.B., *Le Journal de Dole*, 28 février 1948 ; Jean BRELOT, "À propos de l'anniversaire de la révolution de 1848", dans *Le Réveil du Jura*, 11 mars 1948. Dole a voté communiste en 1946 : Jean BRELOT, " L'évolution politique", dans *Enquête sur le Jura depuis cent ans*, Lons-le-Saunier, Société d'émulation du Jura, 1953, pp. 428-430.
51. Claude-Isabelle BRELOT, "Pour l'histoire récente des sociétés savantes...", art. cité.
52. 1948, *Volume du centenaire...*
53. Archives privées, Charles-Hippolyte Pouthas à Jean Brelot, 17 mars et 14 juillet 1948 ; notification d'une aide de 70 000 francs, signée par Émile Tersen, secrétaire du comité national du centenaire, au même, 1^{er} août 1948, et lettre du 24 août 1948 ; Maurice Declume, imprimeur à Lons, au même, 11 et 27 août 1948. Le tirage, réalisé au printemps 1948, est de 1 000 exemplaires. Il convient de prendre en ligne de compte les 50 volumes destinés au service de presse, au dépôt légal et aux auteurs. Aucune aide autre que celle du Comité national n'est signalée.
54. Philippe VIGIER et G. ARGENTON, 1949.
55. Jacques GODECHOT [dir.], 1948.
56. Thomas SNÉGAROFF, *Le centenaire de la révolution de 1848...*, ouv. cité, f° 150-152.
57. D. GARRIGUES, 1948 ; Jacques GODECHOT [dir.], 1948.
58. Gaston MARTIN-MÉRY, 1948.
59. Pierre NORA, "L'ère de la commémoration", dans Pierre NORA [dir.], *Les lieux de mémoire. Les France : De l'archive à l'emblème*, Bibliothèque illustrée des histoires, N.R.F., Paris, Gallimard, 1992, pp. 975-1012.
60. Pascal ORY, *Une nation pour mémoire, 1889, 1939, 1989, trois jubilé révolutionnaires*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1992, 276 p.
61. Mona OZOUF, *La fête révolutionnaire (1789-1799)*, Bibliothèque des histoires, N.R.F., Paris, Gallimard, 1976, 342 p., réédition, Paris, Folio, 1989, (p. 276).
62. Louis CHEVALIER, *Fondements économiques et sociaux de l'histoire politique de la région parisienne (1848-1870)*, Thèse pour le doctorat ès lettres, Université de Paris-Sorbonne, 1951, 3 volumes dactylographiés, 789 f°
63. Georges DUPEUX, 1962.

64. Maurice AGULHON, *Un mouvement populaire au temps de 1848. Histoire des populations du Var dans la première moitié du XIX^e siècle*, thèse dactylographiée, Paris, 1969. En ont été tirés trois ouvrages, voir particulièrement : Maurice AGULHON, 1970a et 1970b.
65. Alain CORBIN, 1975 ; Pierre LÉVÊQUE, 1983a et 1983b ; etc.

RÉSUMÉS

Initiative de l'Assemblée Nationale, la commémoration du Centenaire de la révolution de 1848 par la France de l'après-guerre se veut à l'origine nationale et consensuelle. On dénombre une quarantaine d'expositions en province, et 94 parutions provoquées par la célébration allant de 1944 à 1952. L'ancrage à gauche et l'œcuménisme politique du tripartisme sont manifestes dans la composition de la commission nationale officielle mise en place en février 1947. Mais à partir de la fin de la même année, avec l'échec du tripartisme et le commencement de la guerre froide, le consensus initial se brise. Toute commémoration nationale est devenue impossible. L'usage du passé se fait polémique. Socialistes, chrétiens démocrates et communistes s'affrontent dorénavant dans un souci d'appropriation de 1848. Lors du colloque du Centenaire tenu en Sorbonne du 30 mars au 4 avril 1948, l'étude scientifique l'emporte sur la commémoration symbolique, les circonstances de l'actualité expliquant par ailleurs la dimension européenne donnée à cette occasion au "printemps des peuples". En province, par exemple dans le Jura, petits notables locaux et militants souhaitent infléchir la commémoration dans un sens politique. Le Centenaire inaugure l'émergence de la province française comme objet d'histoire.

Following the initiative of the French parliament, the commemoration of the 1848 revolution by post-war France was designed to be national and consensual. We have numbered about 40 exhibits and 94 publications caused by this celebration from 1944 to 1952 in the french provinces. The left wing stabilization and the political œcumenicalism of the "*tripartisme*" are obvious in the line-up of the official national commission, created in 1947. However at the end of the same year, because of the failure of the "*tripartisme*" and of the begining of the cold war, the initial consensus disappeared. Any kind of national celebration became impossible. The past is used for controvesial reasons. The socialists, the christian democrats and the communists are now fighting with a desire to appropriate 1848 for themselves. During the Centenary's colloquium that took place at the Sorbonne from march the 30th to april the 4th 1948, the scientific approach took advantage on the symbolical commemoration, the circumstances in which the events occured explaining by the way the european aspect that was given to the "*Printemps des peuples*". In the provinces, as in the Jura, small local notables and militants were willing to give a political turn to the commemoration. The Centenary inaugurates the emergence of the french provinces as a historical subject.

INDEX

Mots-clés : 1848, Commémoration, Historiographie